

C'est leur faute, c'est leur dette, pas la nôtre !

Les marchés financiers ont fait n'importe quoi. Ils nous ont mis dans la dèche. Ils nous ont mis dans les dettes. Après avoir distribué gros dividendes et bonus scandaleux, ils nous font chanter et nous demandent de payer les pots cassés.

A eux des plans de garantie, à nous l'austérité ? Pas question !

Le futur gouvernement doit trouver 11,3 milliards rien que pour le budget 2012. Les patrons et la droite nous disent qu'il faut:

- supprimer l'index ;
- mettre fin à la liaison au bien-être des allocations sociales ;
- supprimer la prépension et relever l'âge de la pension ;
- réduire et/ou limiter dans le temps les allocations d'attente et les allocations de chômage ;
- vider les crédits-temps et les emplois de fin de carrière de leur substance ;
- organiser la chasse à tous les chômeurs et prépensionnés âgés ;
- virer des milliers de fonctionnaires et privatiser les services publics.

Assainir sans appauvrir !

Si nous avons jusqu'ici mieux amorti le choc de la crise que les pays voisins, c'est grâce à l'index et à notre sécurité sociale, en particulier grâce à l'assurance contre le chômage. Grâce au maintien de notre pouvoir d'achat et de la consommation. Sans ces amortisseurs, le moteur se serait grippé. L'austérité ne peut que nous enfoncer.

- Les salaires et le pouvoir d'achat sont le moteur de l'économie.
- L'index ne fait que suivre les prix. Ce sont eux qu'il faut freiner et en particulier ceux de l'énergie.
- Les soins de santé doivent rester accessibles à tous et il convient d'en maintenir la qualité

Du travail, du travail convenable, du travail pour tous.

Appauvrir les chômeurs, transformer les prépensionnés en chômeurs âgés, les fonctionnaires en demandeurs d'emploi, puis faire la chasse aux chômeurs, ce ne sont pas des solutions. Pour sortir de la crise, il faut créer des emplois, payer des salaires convenables, donner du travail à tous.

- garder les travailleurs âgés au lieu de les licencier. Alléger leur travail pour leur permettre de rester actifs ;
- former les travailleurs au lieu de les licencier. Leur permettre d'aménager leur carrière par le crédit-temps,
- arrêter de précariser les jeunes, leur proposer des emplois convenables,
- renforcer les services publics et le non-marchand. Ces secteurs aussi ont un effet redistributif.

Voilà les solutions. Pas touche au crédit-temps, aux emplois de fin de carrière, à la prépension et à la pension ! Pas touche aux allocations d'attente et aux allocations de chômage !

Prendre l'argent à ceux qui en ont !

Assainir les finances publiques est nécessaire. Mais il faut aller prendre l'argent à ceux qui en ont, à ceux qui gagnent le plus, à ceux qui possèdent le plus, à ceux qui le planquent, à ceux qui le pompent dans les caisses de l'Etat. Pour ce faire, il convient :

- de lutter **véritablement** contre la fraude fiscale ainsi que contre la fraude aux salaires et aux cotisations;
- de taxer aussi lourdement la fortune et l'accroissement de capital que les revenus du travail ;
- de taxer les transactions financières et la spéculation qui parasitent l'économie ;
- de taxer les superbénéfices et de supprimer les cadeaux inutiles aux entreprises (comme les cadeaux accordés au moyen des intérêts notionnels) ;
- de mettre un frein aux techniques permettant d'éluider l'impôt et les cotisations au moyen de sociétés et de statuts de faux indépendants.

Voilà les solutions. Ils sont là, les 11,3 milliards !

**L'AUSTÉRITÉ AVEUGLE N'EST PAS UNE FATALITÉ. NOUS AVONS DES ALTERNATIVES.
TOUS A LA MANIFESTATION NATIONALE LE 2 DECEMBRE A BRUXELLES**





NON A L'AUSTÉRITÉ AVEUGLE!

**PAS TOUCHE À L'INDEX,
A LA PRÉPENSION ET A LA PENSION,
AUX ALLOCATIONS D'ATTENTE ET
AUX ALLOCATIONS DE CHOMAGE**

NOUS AVONS DES ALTERNATIVES

- *Une relance économique*
- *Des emplois de qualité, en particulier pour les jeunes, et des revenus décents*
- *Des allocations sociales liées au bien-être*
- *La lutte contre la fraude fiscale et la fraude aux cotisations*
- *La levée réelle du secret bancaire*
- *Une fiscalité juste & une taxation du capital*
- *La fin des cadeaux aux entreprises par le biais, notamment, de la déduction des intérêts notionnels*
- *La taxation des transactions financières et régulation des banques*
- *Des services publics et un secteur non-marchand forts*